



Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BRVM INVESTMENT DAYS 2025

Les perspectives économiques de l'Afrique et de l'UEMOA au cœur des discussions

page 3



L'OTR enregistre une performance exceptionnelle avec 2,75 milliards FCFA de recettes P.4



Afreximbank émet sa première obligation Panda P.2



Début des travaux après le paiement de 5,4 milliards de FCFA d'indemnités P.6



L'INTERNET ILLIMITÉ À PARTIR DE 0 FCFA*

ACTUELLEMENT, L'INSTALLATION DE LA FIBRE CANALBOX EST À 0 FCFA !

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA. *Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

Marché interbancaire chinois

Afreximbank émet sa première obligation Panda

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a émis avec succès sa première obligation Panda sur le marché interbancaire chinois dans le cadre du programme d'obligations Panda 2025 de la Banque, en imprimant une obligation à trois ans de 2,2 milliards de RMB (environ 303 millions de dollars américains) avec un taux de coupon final de 2,99 %.

Yves ATCHANOUVI

L'émission, le 28 mars, fait suite au succès d'Afreximbank dans les processus rigoureux de réglementation et d'approbation des émissions d'obligations Panda, ce qui a créé un précédent pour d'autres institutions africaines souhaitant explorer des voies similaires pour lever des capitaux et élargir leur base d'investisseurs.

Bank of China Limited était le souscripteur principal et teneur de livres, tandis que The Export-Import Bank of China et Industrial and Commercial Bank of China Limited ont agi en tant que souscripteurs principaux conjoints sur la transaction considérée comme une étape historique car il s'agit de la toute première obligation Panda émise par une institution financière multilatérale panafricaine et de la

deuxième émission d'obligations Panda par un émetteur africain, après le succès de l'offre d'obligations Panda de l'Égypte en 2022.

Soulignant l'importance de l'émission, Chandi Mwenebungu, trésorier d'Afreximbank et directeur général en charge de la division Trésorerie et Marchés, a déclaré que la clôture réussie de cette transaction historique souligne la détermination d'Afreximbank à assurer une diversification stratégique dans sa composition de financement et constitue une reconnaissance de la solide histoire de crédit de la Banque et du fort soutien des investisseurs dont elle bénéficie sur tous les marchés financiers clés, y compris les nouvelles juridictions.

« Cette émission souligne l'engagement d'Afreximbank à diversifier ses sources de financement et à exploiter de nouveaux gisements de capitaux



pour stimuler le développement économique en Afrique », a déclaré M. Mwenebungu. « Elle renforce le partenariat économique et commercial à long terme entre la Chine et l'Afrique, favorisant une intégration et une collaboration financières plus poussées. De plus, elle souligne la reconnaissance croissante du potentiel économique de l'Afrique par les investisseurs internationaux, ouvrant la voie à une plus grande participation aux marchés financiers africains tout en consolidant la position du continent dans le paysage mondial de l'investissement. »

M. Mwenebungu a réitéré l'engagement d'Afreximbank à tirer parti de solutions financières innovantes pour combler les déficits de financement

et accélérer la croissance économique à travers l'Afrique, notant que la transaction répondait à des aspects clés des objectifs de gestion du passif de la Banque, notamment la diversification du portefeuille de passif par instrument, géographie, type d'investisseur et échéance. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dont le mandat est de financer et de promouvoir le commerce intra et extra-africain. Depuis plus de 30 ans, la Banque déploie des structures innovantes pour proposer des solutions de financement qui soutiennent la transformation de la structure du commerce africain, accélèrent l'industrialisation et les échanges intrarégionaux, stimulant ainsi

l'expansion économique du continent. Fervent partisan de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECA), Afreximbank a lancé un Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), adopté par l'Union africaine (UA) comme plateforme de paiement et de règlement pour soutenir la mise en œuvre de la ZLECA. En collaboration avec le Secrétariat de la ZLECA et l'UA, la Banque met en place un Fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars américains pour soutenir les pays participant efficacement à la ZLECA. Fin décembre 2023, le total des actifs et des provisions pour imprévus d'Afreximbank s'élevait à plus de 37,3 milliards de dollars américains, et ses fonds propres à 6,1 milliards de dollars américains. Afreximbank bénéficie de notations « investment grade » attribuées par GCR (échelle internationale) (A), Moody's (Baa1), Japan Credit Rating Agency (JCR) (A-) et Fitch (BBB). Afreximbank est devenue un groupe composé de la Banque, de sa filiale de fonds d'impact, le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), et de sa filiale de gestion d'assurance, AfrexInsure (ensemble, « le Groupe »).

Coopération Togo-Union Européenne

Tanja FAJON visite les infrastructures financées par l'UE

Coopération Togo-Union Européenne, la vice-première ministre et ministre des affaires étrangères et européennes de la République de Slovaquie, Madame Tanja FAJON en séjour au Togo a visité ce mardi 8 avril 2025, les infrastructures financées par l'Union Européenne. C'était en présence du ministre togolais des Travaux Publics et des Infrastructures, Monsieur Sani YAYA.

Freddy KPATIDE

À la tête d'une forte délégation composée également d'hommes d'affaires, Madame Tanja FAJON a visité quelques infrastructures financées en partie par l'Union Européenne sur la côte notamment le Lycée



Aného Ville, le poste de péage d'Aného et le marché de Baguida.

En ce qui concerne les infrastructures scolaires, il y a eu le Lycée Aného Ville

avec la construction d'un bâtiment scolaire R+1 (06) classes, réhabilitation du bloc pédagogique, réhabilitation du bloc administratif et construction d'un forage.

L'Union Européenne a également financé la construction du marché pour les femmes à Baguida avec (01) magasin et 13 hangars puis le poste de péage d'Aného à 10 voies.

Pour cette visite, la vice-première ministre et ministre des affaires étrangères et européennes de la République de Slovaquie

avait à ses côtés le ministre des travaux publics et des infrastructures, Sani YAYA qui a salué la démarche de madame Tanja FAJON de visiter les infrastructures financées en partie par l'Union Européenne.

Le ministre Sani YAYA a également salué la qualité des relations entre l'Union Européenne et le Togo sous le leadership éclairé du Président de la République, son excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

BRVM INVESTMENT DAYS 2025

Les perspectives économiques de l'Afrique et de l'UEMOA au cœur des discussions

« Explorer les opportunités d'investissement de portefeuille dans l'UEMOA », c'est le thème sous lequel s'est ouvert le mardi 08 avril 2025 à Londres, l'édition 2025 des BRVM INVESTMENT DAYS.

Bernard AFAWOUBO

Les opportunités d'investissement dans l'Union économique et monétaire ouest africains étaient au cœur de l'édition 2025 des BRVM INVESTMENT DAYS, dans un dialogue stratégique avec les investisseurs de la place à Londres. Le Bénin est le pays d'honneur cette édition qui a réuni à la Bourse de Londres (LSEG), la Commission de l'UEMOA, l'AMF-UMOA, la BRVM, les acteurs commerciaux du marché financier régional et bien d'autres. Le

; des perspectives du Marché Financier Régional de l'UEMOA notamment les défis et opportunités d'investissement et enfin de la dette souveraine dans l'UEMOA.

Organisée par la BRVM à la Bourse de Londres, La conférence des investisseurs internationaux, s'est soldée sous font de satisfaction. Plus de 150 personnes ont pris part à cette conférence.

Selon Dr Edoh Amenounve, cet événement démontre une fois de plus l'importance d'un tel dialogue avec les investisseurs internationaux



la croissance économique des pays de l'UEMOA. La transparence dans la publication d'informations par les sociétés cotées ; La digitalisation de nos

produits (Green, Social and Sustainable, Islamiques, Titrisation, ETFs etc.) pour diversifier les opportunités d'investissement ;

L'intégration des bourses africaines pour des marchés plus vastes et plus profonds (L'AELP et le WACMIC sont initiatives intéressantes dans ce cadre) » a déclaré Dr Edoh Kossi Amenounve, Directeur général de la BRVM.

Il a exprimé sa plus profonde gratitude à la République du Bénin, qui est le pays invité, qui a parrainé l'événement à travers le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances en charge de la Coopération, Romuald WADAGNI.

Il a également remercié AZ Media, l'agence qui a organisé l'événement ainsi

pas oublié le Groupe de la Bourse de Londres pour son accueil. Et remercié les sponsors, UMOA-TITRES, la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC) du Bénin ainsi que tous nos partenaires médias.

Pour rappel, les BRVM INVESTMENT DAYS ont été institués pour mieux faire connaître les opportunités d'investissement du marché financier régional de l'UEMOA et de la BRVM qui est l'un des marchés africains qui intéresse de plus en plus les investisseurs étrangers en raison des performances économiques et des perspectives de développement de l'UEMOA.

Les prochains BRVM INVESTMENT DAYS sont



Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances en charge de la Coopération du Bénin, Romuald Wadagni, représenté pour l'occasion par Adidjatou Hassan, Directrice Adjointe de Cabinet, a salué la tenue de l'événement et invité les investisseurs à s'intéresser davantage au Bénin qui est en pleine transformation économique.

L'objectif visé par cette édition des BRVM INVESTMENT DAYS à Londres, est de discuter des perspectives économiques de l'Afrique et de l'UEMOA ; des opportunités d'investissement au Bénin

afin de combler le déficit d'information qui existe entre nous et d'améliorer la perception du risque des pays.

Il a par ailleurs indiqué que plusieurs points sont à retenir de cette conférence pour améliorer le fonctionnement du marché des capitaux et assurer son développement au bénéfice d'un meilleur financement des économies de l'Union.

« Les pays de l'UEMOA sont de véritables terres d'opportunités. La discipline budgétaire et fiscale à long terme sont à maintenir pour soutenir

services ; La mobilisation accrue de l'épargne locale auprès des investisseurs institutionnels (fonds de



pensions, assurances) et des particuliers ; La création de nouveaux marchés et

que l'équipe de la BRVM pour leur professionnalisme. Dr Edoh Amenounve, n'a

prévus à New York en 2026.

TVM 2024

L'OTR enregistre une performance exceptionnelle avec 2,75 milliards FCFA de recettes

L'Office togolais des recettes (OTR) a récemment annoncé un chiffre impressionnant pour l'année 2024 concernant la taxe sur les véhicules à moteur (TVM). Avec un total de 2,75 milliards FCFA collectés, l'OTR a dépassé les prévisions initiales de 2,19 milliards FCFA de 25 %. Cette augmentation notable, qui reflète une progression de 14,23 % par rapport à 2023, où les recettes s'élevaient à 2,41 milliards FCFA, a été saluée par la Direction générale du budget et des finances (DGBF).

Anissatou AFFO

Plusieurs facteurs ont participé à ce succès. Le respect scrupuleux du calendrier fiscal et des contrôles renforcés sur le terrain ont été déterminants. Ces mesures ont permis d'inciter les usagers assujettis à respecter les échéances fiscales fixées au 31 mars. Une stratégie efficace qui a sans doute fait pencher la balance en faveur de l'OTR. Dans un monde de plus en plus tourné vers le numérique, l'OTR a mis en avant l'impact positif de la dématérialisation des paiements. Grâce à

une application mobile récemment lancée, les automobilistes peuvent maintenant régler leur taxe de manière simple et rapide, sans avoir à se déplacer dans les centres de perception. Cette modernisation des services fiscaux a incité un nombre croissant de contribuables à régulariser leur situation, démontrant ainsi l'importance de l'innovation technologique dans la collecte des recettes fiscales.

La taxe sur les véhicules à moteur, instaurée en janvier 2019, joue un rôle crucial dans le financement

de l'entretien du réseau routier du Togo. Les recettes générées par la TVM sont versées à la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER), qui est chargée de leur gestion. Ce mécanisme garantit que les fonds collectés soient utilisés de manière ciblée pour améliorer et entretenir les infrastructures routières du pays.

Le montant de la TVM varie entre 5 000 et 40 000 FCFA, selon la catégorie du véhicule. Cette politique tarifaire permet de toucher un large éventail de propriétaires, des deux-roues d'une cylindrée



supérieure ou égale à 125 cm³, aux véhicules utilitaires, en passant par les autobus, les camions et autres poids lourds immatriculés au Togo. Cela garantit une contribution équitable de tous les usagers du réseau routier.

L'OTR démontre par ces résultats que son engagement envers l'équité fiscale et l'utilisation de technologies modernes porte ses fruits. En dépassant les attentes en matière de collecte de la taxe

sur les véhicules à moteur, l'office manifeste son rôle clé dans le financement et l'entretien des infrastructures routières du Togo. Au-delà de la simple collecte d'impôts, cette dynamique permet de préparer des routes de qualité, essentielles au développement économique et social du pays.

Le riz de Kovié décroche une Indication géographique protégée

Un premier historique pour le Togo

Le riz cultivé dans la région de Kovié, connu sous le nom de Kovié molou, entre officiellement dans l'histoire agricole du Togo. Il est désormais protégé par une Indication Géographique Protégée (IGP), devenant ainsi le tout premier produit togolais à bénéficier de ce label prestigieux, qui associe la qualité d'un produit à son origine géographique spécifique.

Anissatou AFFO

Cette étape importante a été officialisée lors d'une cérémonie qui s'est tenue en fin de semaine dernière, marquant un tournant pour l'agriculture togolaise. L'Association pour la promotion et la protection de l'indication géographique du riz de Kovié (APIG-Riz de Kovié), à l'origine de cette initiative, a reçu la certification des autorités compétentes, symbolisant l'aboutissement de plusieurs années de travail et de collaboration.

Délivrée par l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), cette Indication Géographique



Protégée confère au riz de Kovié une protection juridique contre les contrefaçons, ce qui garantit aux consommateurs l'authenticité du produit. Cette certification met également en avant les savoir-faire traditionnels des producteurs locaux et les spécificités agro-écologiques uniques de la région de Kovié, contribuant ainsi à

préserver l'identité et la qualité de ce riz, autrefois méconnu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Togo.

Joseph Kokou Adokanou, président de l'APIG-Riz de Kovié, a exprimé sa fierté lors de la cérémonie, déclarant : « Nous mettons en lumière un produit autrefois méconnu, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. C'est un nouveau départ pour nous ; c'est une véritable plus-value pour notre riz, qui nous rapportera davantage ». Ce

label constitue un tournant majeur pour les producteurs locaux, leur offrant un levier pour accroître la visibilité de leur produit sur les marchés nationaux et internationaux. L'attribution de l'IGP au riz de Kovié intervient dans un contexte où les autorités togolaises déploient de nombreuses initiatives pour transformer le secteur agricole, en particulier la filière rizicole. L'obtention de cette certification renforce la traçabilité et l'authenticité du produit, deux critères essentiels pour attirer des consommateurs à la recherche de produits de qualité. À terme, cette labellisation pourrait renforcer les chaînes de valeur agricoles au Togo et stimuler les revenus ruraux, particulièrement dans une zone encore marquée par la précarité.

Ce succès intervient dans un contexte où le Togo

intensifie ses efforts pour transformer son secteur agricole, notamment à travers la filière rizicole. Depuis octobre 2024, la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) met en œuvre le Projet d'appui à la valorisation du riz togolais (PAVRIT), un programme ambitieux visant à promouvoir le riz local sur les marchés national et international.

L'Indication Géographique Protégée du riz de Kovié représente une avancée importante pour l'agriculture du Togo, marquant un point de départ pour d'autres produits locaux désireux de bénéficier de cette reconnaissance. Une opportunité précieuse pour l'essor économique du pays, qui pourrait voir ses produits agricoles s'imposer sur les marchés internationaux grâce à des labels de qualité.

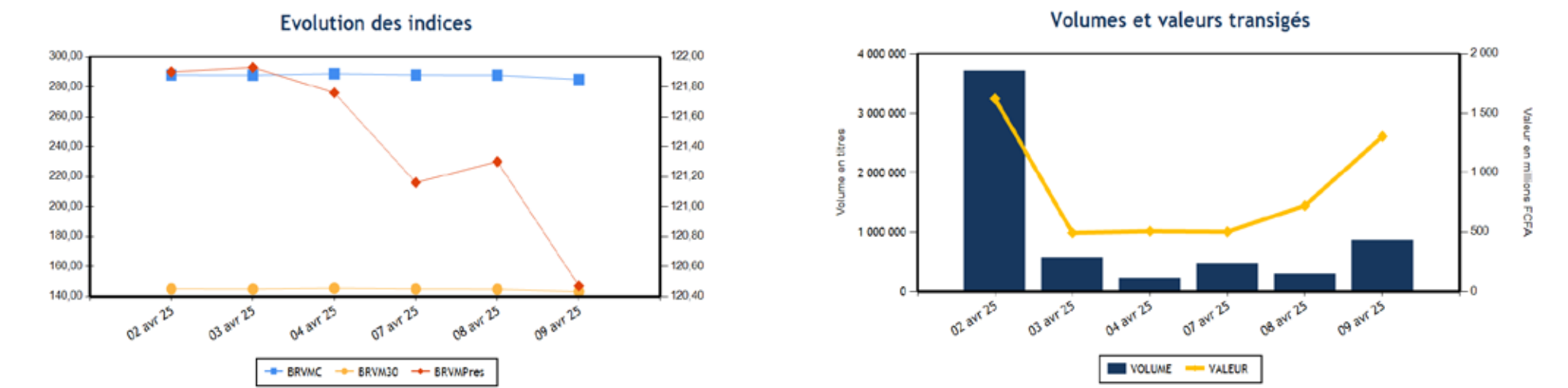
BRVM

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 9 avril 2025

N° 68

BRVM COMPOSITE	284,89	BRVM 30	143,21	BRVM PRESTIGE	120,47
Variation Jour	-1,00 %	Variation Jour	-1,10 %	Variation Jour	-0,68 %
Variation annuelle	3,21 %	Variation annuelle	3,22 %	Variation annuelle	4,90 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 685 405 407 585	-1,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	866 761	200,68 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 304 569 081	80,45 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	11	-8,33 %
Nombre de titres en baisse	25	25,00 %
Nombre de titres inchangés	9	-30,77 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 463 277 884 757	-0,23 %
Volume échangé	0	-100,00 %
Valeur transigée (FCFA)	0	-100,00 %
Nombre de titres transigés	0	-100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	7 065	7,45 %	9,11 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 630	7,40 %	45,20 %
FILTISAC CI (FTSC)	3 300	6,62 %	78,38 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	10 595	2,37 %	7,18 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 560	1,33 %	28,27 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	925	-7,50 %	-13,15 %
SAPH CI (SPHC)	4 140	-7,49 %	0,00 %
PALM CI (PALC)	5 095	-7,45 %	1,90 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 605	-6,35 %	12,21 %
SOGB CI (SOGC)	4 980	-5,05 %	8,03 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	120,47	-0,68 %	4,90 %	59 593	737 713 260	10,09
BRVM-PRINCIPAL	37	155,46	-0,68 %	12,56 %	807 168	566 855 821	11,28

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	140,27	0,54 %	19,52 %	99 238	265 757 345	19,90
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	721,60	-1,70 %	-5,55 %	29 085	546 950 445	9,88
BRVM - FINANCES	15	113,91	-0,29 %	11,95 %	668 459	305 884 566	7,20
BRVM - TRANSPORT	2	325,00	-1,80 %	-1,09 %	24 199	31 608 560	4,09
BRVM - AGRICULTURE	5	205,41	-6,32 %	4,23 %	22 896	95 380 780	11,06
BRVM - DISTRIBUTION	7	388,08	2,16 %	15,75 %	21 992	57 829 525	22,55
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	660,71	-1,88 %	1,73 %	892	1 157 860	22,52

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,84	-1,59 %	-6,16 %	27 075	538 728 845	9,80
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	98,32	-1,53 %	-1,68 %	12 062	12 373 005	21,27
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	111,94	-0,29 %	11,94 %	668 459	305 884 566	7,20
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	115,09	-1,85 %	15,09 %	29 123	156 255 655	18,99
BRVM - INDUSTRIELS	7	116,42	0,74 %	16,42 %	112 271	230 980 710	8,77
BRVM - ENERGIE	4	120,82	3,19 %	20,82 %	15 761	52 124 700	19,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	112,77	-4,25 %	12,77 %	2 010	8 221 600	12,00

Interconnexion électrique Cameroun-Tchad

Début des travaux après le paiement de 5,4 milliards de FCFA d'indemnisations

(Investir au Cameroun) - Depuis le 12 mars 2025, les entreprises recrutées dans le cadre du Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad (Pirect) ont effectivement démarré les travaux sur le terrain, apprend-on de l'équipe chargée de la coordination du projet. Il s'agit notamment des entreprises mobilisées dans le cadre de la composante 1 du Pirect, qui consiste à interconnecter le Réseau interconnecté Sud (RIS), qui couvre les sept régions méridionales du Cameroun, au Réseau interconnecté Nord (RIN), couvrant les trois régions septentrionales du pays.

Pour l'heure, informe l'équipe de coordination du Pirect, les travaux portent « sur les abattages, les excavations, la vérification et la confection du béton de convenance et le début des fondations ». Ils aboutiront, à terme, à la construction d'une ligne de transport d'énergie double circuit de 225 KV sur un linéaire de 524 Km, entre Nachtigal (barrage hydroélectrique de 420 MW de capacités installées, Ndlr), dans la région du Centre, et Wouro Soua, dans l'Adamaoua ; ainsi qu'à la



construction de quatre postes de transformation d'énergie dans les localités de Ntui, Tibati, Yoko et Wouro Soua. Le démarrage de ces travaux sur le terrain est consécutif

à la libération des emprises du projet par les riverains impactés, après le paiement effectif des indemnisations d'un montant de 5,4 milliards de FCFA, sur une enveloppe d'environ 6,5 milliards de

FCFA provisionnée pour ces opérations. Il reste donc un peu plus d'un milliard de FCFA à distribuer aux personnes impactées qui n'ont pas encore pu recevoir leurs chèques pour diverses raisons : omissions des noms sur les listes, refus de prendre le chèque pour motif de sous-évaluation des biens, absence de CNI ou de jugement d'hérédité pour des cas de succession, absence lors de la distribution des chèques, non émission des chèques, etc.

« Pour certains cas, les paiements se sont poursuivis dans les locaux de la coordination du projet à Yaoundé, après la présentation par les concernés des documents requis. Mais, nous n'avons pas encore fait le point de ces autres paiements. D'ici la fin du mois d'avril 2025, une équipe du Pirect redescendra dans le département de la Vina, où un nombre important de cas de contentieux a été

recensé, afin de finaliser les indemnisations », souffle un cadre du Pirect. En effet, pour certaines raisons mentionnées plus haut, seulement 48% des personnes impactées par le projet dans la Vina ont été effectivement indemnisées.

Après la composante 1 en cours d'exécution, la composante 2 du Pirect au Cameroun intègre la construction d'une ligne de transport double circuit de 225 KV sur un linéaire de 250 Km, entre Wouro Soua (Adamaoua) et Garoua 2 (Nord) ; ainsi qu'une ligne de transport simple circuit de 225 KV sur environ 196 Km, entre Maroua, Kousséri et la frontière Cameroun-Tchad (Extrême-Nord). Il est également prévu la construction de plusieurs postes de transformation de l'énergie sur ces différents tracés. La finalisation du Pirect, aussi bien du côté camerounais que du côté tchadien, va permettre au Cameroun de fournir 100 MW d'électricité à ce pays voisin dès l'année 2027, selon les prévisions officielles.

Burkina Faso

L'activité économique devrait enregistrer une croissance de 5,6% en 2025 en raison d'une accalmie des tensions géostratégiques

La croissance économique du Burkina Faso continue d'être affectée par une situation sécuritaire préoccupante et des conditions climatiques défavorables. En 2023, elle a connu une évolution modérée de 3%. Pour 2024, elle s'est accélérée à 5,1%, selon le gouvernement. L'activité économique du Burkina Faso devrait enregistrer une croissance de 5,6% en 2025, d'après les prévisions gouvernementales. Cette information émane du compte rendu du Conseil des ministres publié le mercredi 19 mars 2025.

Selon le gouvernement, cette estimation repose sur plusieurs facteurs, notamment « une accalmie des tensions géostratégiques au niveau international et dans la sous-région ouest-africaine, un bon ancrage de la Confédération des Etats du Sahel (AES) », ainsi qu'une amélioration de la sécurité et des conditions climatiques. Concernant l'année précédente, le gouvernement dresse un bilan relativement positif de la situation économique. La croissance



est passée de 3% en 2023 à 5,1%, portée par les secteurs primaire et tertiaire. Cependant, le secteur

secondaire a reculé de 0,2%, avec de mauvais résultats dans l'extraction d'or, malgré des performances globales

favorables.

Pour 2024, l'inflation annuelle est prévue à 4,2%, grâce aux mesures prises par le gouvernement et à la politique monétaire stricte de la BCEAO depuis 2023. Par ailleurs, les recettes publiques devraient augmenter de 15,2% pour atteindre 3105 milliards FCFA (5,12 milliards \$), soit 22,7% du PIB, avec un taux de pression fiscale passant de 17,8% en 2023 à 19,2% en 2024.

Ce pays sahélien continue de faire face à une situation sécuritaire préoccupante marquée par des défis liés à l'insécurité, aux attaques terroristes, aux conditions climatiques défavorables, à la volatilité des prix des produits de base, aux coûts d'emprunt élevés et à l'insécurité alimentaire. Une situation

qui, selon le FMI, entrave la croissance économique et les conditions de vie. Cependant, une modeste accélération économique a été observée en 2024.

Pour faire face à ces défis, le budget 2025 met l'accent sur le renforcement de la sécurisation territoriale, à laquelle 27,76% du budget est alloué. A cela s'ajoute la poursuite des réformes visant à améliorer la gouvernance, renforcer la résilience économique, sociale et humanitaire.

Pour 2025, la projection de croissance du gouvernement burkinabè dépasse les prévisions du FMI estimées à 4,3%. Avec optimisme, le gouvernement anticipe une croissance de 6,4% en 2026, et 4,7 % en 2027.

Ecomnews.com

Société

L'Alphabétisation et l'Education non Formelle au cœur des priorités du gouvernement

Rencontre d'appropriation de la stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle (SNAENF) et des curricula d'alphabétisation et de l'éducation non formelle par les acteurs du sous-secteur du Grand Lomé le 1er avril 2025.

En 2014, le sous-secteur a élaboré une stratégie nationale et des curricula de mise en œuvre des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle (AENF) au profit des enfants de 9-14 ans non scolarisés ou déscolarisés précoces et des jeunes et adultes analphabètes de 15 ans et plus. Afin de renforcer les ambitions du gouvernement en matière d'AENF prenant en compte les nouveaux enjeux et défis tant nationaux qu'internationaux, le sous-secteur de l'AENF a élaboré puis adopté en 2024, une nouvelle stratégie nationale (SNAENF) 2024-2028 et procédé à l'actualisation des curricula d'alphabétisation et



d'éducation non formelle, arimés au nouveau Plan sectoriel de l'éducation (PSE) 2020-2030. Malgré la disponibilité de ces documents stratégiques, leur appropriation par les acteurs locaux reste un enjeu majeur. C'est dans ce cadre que le MASSPF, avec le soutien de Deutscher Volkshochschul Verband (DVV) International, ont initié cette campagne

nationale de vulgarisation auprès des responsables gouvernementaux, partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile et experts du sous-secteur.

efforts déployés en matière d'alphabétisation et d'éducation non formelle. Il réitère leur engagement à travers ces propos : « l'un de nos objectifs est d'accompagner l'Etat

Cette rencontre est l'occasion pour les acteurs de découvrir les nouvelles orientations stratégiques et renforcer leur engagement. Le Conseiller Technique de la DVV Internationale Monsieur Sovidé Komlanvi AGBLE a félicité le ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme pour les

togolais dans la promotion de l'éducation des adultes. C'est ainsi qu'entre 2023 et 2024, la stratégie nationale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle ainsi que les curricula ont été actualisés avec l'appui financier de DVV International. DVV International réaffirme ses engagements à vos côtés pour qu'ensemble

nous relevions les grands défis dans l'intérêt de nos populations. ».

Le Secrétaire général du ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme, monsieur N'Gmébib BILEBA a, au nom du Ministre salué la DVV International pour son appui constant au gouvernement ainsi qu'au sous-secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle sur toute l'étendue du territoire. Il a rappelé l'importance cruciale de l'alphabétisation comme levier du développement. « Le gouvernement togolais place l'alphabétisation parmi ses priorités pour bâtir une société responsable, démocratique et transparente », a-t-il affirmé tout en rendant un hommage mérité au Chef de l'État, Faure Essozimna GNASSINGBE, pour son engagement constant en faveur de l'éducation et de l'inclusion au Togo. Cette formation va s'étendre à toutes les régions du pays.

PASSCO

Une des initiatives à fort impact social sur la population togolaise

(TOGODAILYNEWS) – Le gouvernement togolais ne lésine pas sur les moyens dans la poursuite de son processus de développement mis en œuvre chaque année depuis plusieurs décennies.

L'une des priorités majeures du gouvernement est d'offrir l'accès à l'eau potable à tous les togolais. Connue pour sa capacité à préserver la vie, l'eau potable est une ressource dont la disponibilité est assurée, conformément à la volonté du premier dirigeant Faure Essozimna Gnassingbé dont la promesse est de ne laisser personne pour compte. L'accès à l'eau potable étant donc une priorité, le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural (Passco) a été lancé. Aujourd'hui, il est à sa troisième phase. Les deux

précédentes étapes ont été toutes importantes.

Le lancement officiel du Passco 3 est intervenu en octobre 2023 dans le canton de Tapou, plus précisément dans le village de Péssidè (préfecture de la Kéran). D'un coût total de 6,5 milliards de francs CFA, l'initiative a le soutien financier de l'Agence française de développement (AFD) qui épousé la vision d'un Togo fort, sain et éduqué. Le Passco incarne la vision et la détermination du pays à investir dans son avenir et à améliorer la vie des concitoyens sur le territoire. Depuis sa mise en marche,



le projet permet d'anticiper la demande réelle de la population, de garantir la viabilité des structures de gestion, d'assurer la capacité financière pour le renouvellement des équipements et de réduire les délais entre la demande et la réalisation des ouvrages. À terme, selon les indications des pouvoirs publics, le Passco 3 devrait permettre de

réaliser 850 forages équipés de pompes à motricité humaine. Le projet prévoit de permettre à plus de 200 000 personnes en milieu rural d'avoir accès à l'eau potable d'ici la fin de l'année 2025. C'est celle de fournir le service universel de l'eau aux plus de 8 millions d'habitants que compte le Togo. À la fin de l'année 2023, le pays desservait déjà près de 69 %

de sa population grâce à des projets comme la construction et la réhabilitation de points d'eau, l'extension des réseaux de distribution, la promotion des technologies de traitement de l'eau à domicile...

Chronologiquement, le taux de desserte en eau potable est passé de 47,66 % en 2014 à 69 % en 2023. En milieu rural, l'accès à l'eau a quitté de 47,7 % pour s'établir à 74,4 % sur la même période. En milieu semi-urbain, de 42,6 %, c'est allé à 55,9 %.

Bien avant le Passco 3, les phases une et deux du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural ont permis de réaliser 744 forages équipés de pompes à motricité humaine, avec un avenant de 100 forages supplémentaires en cours d'exécution, a indiqué le gouvernement au moment du lancement de la phase 3.

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL

